



PREFET DE L'HERAULT

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Occitanie**

520 allée Henri II de Montmorency  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020-I-344 DE SUSPENSION DIURNE D'ACTIVITÉS**

**du Parc éolien sis lieu-dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas**

**Le Préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive européenne n°79/409 du 6 avril 1979, dite directive "Oiseau", codifiée n°2009/147, du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant la conservation des oiseaux sauvages sur le territoire des États membres ;
- Vu la directive européenne n°92/43 du 21 mai 1992 et ses annexes concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,
- Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L512-20 et R512-69;
- Vu l'arrêt N° 17MA00670 de la cour administrative d'appel de Marseille (CAA), lu en audience publique du 12 juillet 2019 relatif à l'annulation de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014, à la suspension d'activité et à la régularisation administrative du parc éolien exploité par la société ERL, sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas ;
- Vu la décision N° 434959 du Conseil d'État statuant au contentieux, lue en audience publique du 18 décembre 2019, relative au sursis à l'exécution de l'arrêt de la CAA n°17MA00670,
- Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, notamment pour les chiroptères ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1390 du 28 Octobre 2019, mettant en demeure la société ERL, dont le siège social est situé à 188 rue Maurice Béjart, CS 57392, 34 184 Montpellier Cedex 4, de régulariser la situation administrative de son parc éolien « Bernagues », en déposant, un dossier de demande d'autorisation environnementale, complet et recevable conformément aux articles R 181-13 et suivant du code de l'environnement.
- Vu la liste rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union Internationale de Conservation de la Nature) de 2016 et la liste rouge des oiseaux nicheurs en Languedoc-Roussillon de 2015 ;
- Vu le rapport d'incident transmis le 24 janvier 2019, relatif à la découverte d'une aile de vautour moine au pied d'une éolienne du parc éolien de Bernagues par le bureau d'étude Altifaune lors du suivi mortalité effectué le 14 janvier 2020 ;
- Vu le projet d'arrêté de suspension d'activité diurne transmis à l'exploitant le 12 février 2020,
- Vu les observations présentées par l'exploitant en date des 18 et 20 février 2020;



**Considérant** l'arrêt susvisé de la cour administrative d'appel N° 17MA00670 :

- annulant l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014-I-1277 du 18 juillet 2014,
- enjoignant le Préfet de l'Hérault de mettre en demeure la société ERL de régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ,
- suspendant l'exploitation dudit parc éolien situé au lieu-dit « Bernagues », sur le territoire de la commune de Lunas jusqu'à l'intervention d'une nouvelle décision du préfet de l'Hérault sur cette demande ;

**Considérant** la décision du Conseil d'État n° 434959 qui, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi n°433449 de la société ERL contre l'arrêt du 12 juillet 2019 de la CAA de Marseille, surseoit à l'exécution de l'arrêt de la CAA de Marseille, en tant seulement qu'il a prononcé la suspension de l'exploitation du parc éolien « Bernagues » situé sur la commune de Lunas ;

**Considérant** la remise en service à l'initiative de la société ERL de son parc éolien « Bernagues » à compter du 26 décembre 2019 ;

**Considérant** que les installations de la société ERL sont exploitées sans l'autorisation requise et qu'à la date d'édition du présent arrêté, la mise en demeure de régulariser issue de l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2019 susvisé n'est pas encore satisfaite ;

**Considérant** que suite à la remise en service du parc, une aile de Vautour Moine a été retrouvée le 14 janvier 2020, entre les éoliennes B01 et B02 de Bernagues, équipées d'un système de détection-effarouchement avifaune,

**Considérant** que le Vautour moine est listé à l'annexe 1 de la Directive "Oiseau" et que les espèces mentionnées à cette annexe font l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution ;

**Considérant** que le vautour moine est une espèce protégée, au titre de l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, et dont la destruction de spécimen est interdite ;

**Considérant** que le Vautour moine est mentionné comme espèce menacée classée vulnérable sur la liste rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union Internationale de Conservation de la Nature) de 2016 et sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en Languedoc-Roussillon de 2015 ;

**Considérant** que les mesures de réduction du risque de collision mises en place par l'exploitant n'ont pas permis d'éviter la mortalité précitée,

**Considérant** que les causes précises de la mortalité constatée et par voie de conséquence les mesures à prendre pour éviter un accident ou un incident similaire se reproduise, n'ont pas été identifiées par l'exploitant,

**Considérant** que l'article L512-20 du code de l'environnement est rédigé comme suit :

*« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »*

**Considérant** qu'il y a urgence à imposer des mesures de nature à réduire l'impact sur la biodiversité, susceptible d'être occasionné par le fonctionnement des installations en période diurne,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault,



## ARRÊTE

### Article 1. Objet de la suspension

L'exploitation diurne du parc éolien Bernagues situé sur le territoire de la commune de Lunas visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative n° 2019-I-1390 en date du 28 Octobre 2019 est suspendue.

Les installations concernées par le présent arrêté sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit
	X (en mètre)	Y (en mètre)		
Aérogénérateur n° 1	673 038	1 860 097	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 2	672 980	1 860 270	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 3	673 067	1 860 395	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 4	673 172	1 860 748	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 5	673 257	1 860 880	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 6	673 410	1 860 953	Lunas	Bernagues
Aérogénérateur n° 7	673 418	1 861 112	Lunas	Bernagues

### Article 2. Conditions de la suspension

La période diurne est définie selon les horaires officiels de lever et de coucher du soleil à l'emplacement du parc.

Conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant fournit un rapport d'accident précisant, de façon détaillée, les circonstances et les causes de l'accident, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme

La suspension d'activité ne peut être levée que par le biais d'un arrêté abrogeant le présent arrêté.

### Article 3. Sanctions

Dans le cas où la suspension prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur les installations visées conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

### Article 4. Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Marseille :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à partir de la notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Ce recours peut être engagé par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 5. Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Lunas et pourra y être consultée. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée de deux mois.

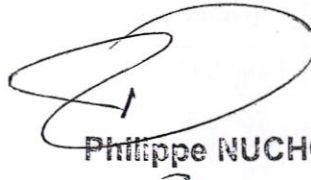
## Article 6. Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de Lunas sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ERL.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation  
Le Sous-Préfet



**Philippe NUCHO**